

**Concerne : Consultation publique sur les dispositions contractuelles  
recommandées des partenariats public-privé (PPP)**

Chers Directeurs exécutifs et équipe PPP du Groupe de la Banque mondiale (GBM),

Nous vous écrivons afin d'expliquer pourquoi nous ne participerons pas à cette consultation publique et pourquoi nous encourageons d'autres parties prenantes à adopter la même approche. Nous sommes profondément convaincus que le GBM ne devrait pas aborder la question des dispositions contractuelles sans s'attaquer, au préalable, aux incitations comptables perverses qui font des PPP un outil dangereux.

Aujourd'hui, nombreux sont les pays qui optent pour des PPP à la place des marchés publics classiques, non pas pour les gains d'efficacité qu'ils représentent, mais plutôt pour leurs mesures comptables non transparentes qui permettent de laisser les coûts et les passifs éventuels « hors bilan comptable », dissimulant ainsi les véritables coûts des projets. Il s'agit de l'un des principaux moteurs des PPP. Il permet aux dirigeants de contourner les limites budgétaires définies par la loi tout en continuant à fournir les services essentiels, sans avoir à tenir compte des conséquences fiscales à moyen et long terme.

Grâce à ces mesures comptables hors bilan, les gouvernements parviennent à donner la dangereuse impression que les PPP sont moins coûteux que ce qu'ils ne le sont en réalité. La Commission européenne met également en garde contre le « caractère abordable illusoire » qui tend à s'accroître lorsqu'un projet est exclu du bilan comptable »<sup>1</sup>. De même, les experts du Département des finances publiques du FMI affirment qu'« un traitement budgétaire et/ ou statistique inadéquat peut permettre aux gouvernements d'ignorer l'impact des PPP sur la dette et le déficit publics. Dans la pratique, les gouvernements finissent souvent par assumer des coûts et des risques fiscaux plus importants que prévu à moyen et à long terme »<sup>2</sup>. En effet, les PPP ont déjà laissé des legs fiscaux de longue durée derrière eux dans des pays comme le Portugal, la Hongrie<sup>3</sup>, le Ghana, la Tanzanie, l'Ouganda<sup>4</sup>, le Pérou<sup>5</sup> ou le Lesotho, où un hôpital créé dans le cadre

---

<sup>1</sup> BEI. (2016). Guide sur le traitement statistique des PPP. Voir :

[http://www.eib.org/epec/resources/publications/epec\\_eurostat\\_guide\\_ppp](http://www.eib.org/epec/resources/publications/epec_eurostat_guide_ppp)

<sup>2</sup> Jin, R. et Rial, I. (2016). *Regulating Local Government Financing Vehicles and Public-Private Partnerships in China*. FMI. Voir :

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16187.pdf>

<sup>3</sup> Romero, M. (2015). La partie immergée de l'iceberg. Une évaluation critique des partenariats public-privé et de leur impact sur le développement durable. Eurodad. Voir :

<http://www.eurodad.org/files/pdf/55deea6309dbd.pdf>

<sup>4</sup> Anaba, B. et Clifton, S-J. 11 Novembre 2015. *Proof is piling up that private sector finance is not an easy development fix*. The Guardian. Voir :

[http://www.theguardian.com/global-development/2015/nov/11/private-sector-finance-not-easy-development-fix-public-private-partnerships?CMP=twg\\_gu?CMP=twg\\_gu](http://www.theguardian.com/global-development/2015/nov/11/private-sector-finance-not-easy-development-fix-public-private-partnerships?CMP=twg_gu?CMP=twg_gu)

<sup>5</sup> Aslan, C. (2014). *How Do Countries Measure, Manage and Monitor Fiscal Risks Generated by Public Private Partnerships ? Chile, Peru, South Africa, Turkey*. Banque mondiale. Voir :

<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Debt/Presentation%20Cigdem%20New%20Avenues.pdf>

d'un PPP a englouti la moitié du budget national consacré à la santé, tout en octroyant un retour conséquent de 25% au prestataire du secteur privé<sup>6</sup>.

Nous regrettons que le GBM n'ait pas accordé une attention suffisante à ce problème fondamental. Les différents rapports, cadres et guides produits par le GBM au fil des ans sont restés ambigus quant à l'avis du GBM sur la question de la comptabilisation au bilan des PPP. Une fois de plus, dans ce projet de rapport sur les Dispositions contractuelles recommandées des PPP, le GBM se limite à une liste des préoccupations soulevées par d'autres institutions et ne précise pas comment les PPP devraient être comptabilisés. Plus important encore, il ne précise pas s'il approuverait un projet au cas où un pays partenaire décidait d'exclure les coûts et le passif des livres comptables<sup>7</sup>.

Il incombe au GBM de veiller à que les gouvernements sélectionnent les mécanismes de financement les plus durables d'un point de vue fiscal à moyen et à long terme, et qu'ils n'optent pour des PPP qu'à condition que les coûts et le passif engendré soient repris dans le bilan comptable. Etant donné la nature urgente de ce problème, nous, en tant que représentants d'organisations de la société civile, avons décidé de ne plus participer aux consultations publiques sur les PPP jusqu'à ce que le GBM :

- N'appelle explicitement et de façon répétée les pays à n'envisager les PPP que si la totalité de leurs coûts et du passif éventuel apparaissent dans le bilan comptable et qu'ils sont inscrits comme dette gouvernementale, seulement après une analyse complète et transparente des véritables coûts et avantages des PPP tout au long du projet. Cette analyse doit prendre en compte toutes les conséquences fiscales à moyen et à long terme et permettre de comparer les risques de chaque option.
- N'approuve des projets de PPP qu'à condition que le pays partenaire décide d'inscrire les coûts et les passifs dans son bilan.

Nous vous encourageons à donner priorité à cette question et à donner suite à nos revendications.

Dans l'attente de votre réponse,

Liste des signataires :

11.11.11- Coalition of the Flemish North-South Movement  
African Network for Environment and Economic Justice (ANEEJ)  
Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)  
Alliance of Government Workers in the Water Sector, Philippines  
APIT Portugal (Tax and Customs Inspectors Trade Union)  
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)  
Asociación del Personal de la Universidad de Buenos Aires (APUBA)  
Asociación del Personal Superior de Empresas de Energía (APSEE)  
ASOCIACIÓN NACIONAL DE EMPLEADOS PÚBLICOS Y PRIVADOS (ANEP)  
Asociación Nacional de Profesionales en Enfermería A.N.P.E.  
Association des Usagers de l'Eau des Pyrénées Orientales

---

<sup>6</sup> Oxfam (2014). *A dangerous diversion*. Voir : <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-dangerous-diversion-lesotho-health-ppp-070414-en.pdf>

<sup>7</sup> Voir la page 14 du projet de rapport sur les Dispositions contractuelles recommandées des PPP

Bank Information Center (BIC)  
Berlin Water Table  
Bretton Woods Project  
CAFSO-WRAG for Development  
Campaign2015+ International (Nigeria)  
Canadian Union of Public Employees (CUPE)  
CEE Bankwatch Network  
Center for Women's Global Leadership, Rutgers University  
Central de Trabajadores de la Argentina (CTA - Autónoma)  
Centrale des syndicats du Québec  
Centre for Human Rights and Climate Change Research  
Civil Society Coalition on Sustainable Development  
Civil Society Organization of the Small Island Developing States of the AIMS Region (SIDSCOS)  
CNCD-11.11.11  
CODEFENSA  
Comité Defensor del Patrimonio Histórico, Cultural y Ambiental de Puebla  
Confederación de Trabajadores Municipales (CTM) Argentina  
Confederación de Trabajadores y Trabajadoras de las Universidades de las Americas (CONTUA)  
Confederación Nacional de Los Trabajadores de La Seguridad Social de La Central Única de los Trabajadores - CNTSS-CUT  
Confederation des Travailleurs-euses des Secteurs Public et Prive (CTSP)  
CONFUSAM Confederación Nacional de Funcionari@s de Salud Municipal  
Coordinadora Nacional Agua para Tod@s Agua para la Vida (Mexico)  
Council for NGOs in Malawi - CONGOMA  
Counter Balance  
Debt and Development Coalition Ireland  
Debt Justice Norway  
Eau Secours 34 (France)  
Electricity Company of Ghana (Naomi Dedei Otoo)\*  
Erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V  
Eurodad  
European Federation of Public Service Unions (EPSU)  
European Services Strategy Unit  
European Water Movement  
EuSAIN - European Initiative for Sanitation and Health  
Federação Nacional dos Enfermeiros (FNE)  
Federação Sindical dos Servidores Públicos no Estado do RS. - FESSERGS  
Federación de empleados y empleadas de Servicios Públicos de la UGT (FeSP-UGT, Spain)  
Federación de servicios a la ciudadanía – CCOO (Spain)  
Federation Des Municipaux UGTT  
Federation Electricite Gaz UGTT  
Federation Generale Agriculture UGTT  
Federation Generale Finances UGTT  
Federation Generale Sante UGTT  
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ  
Fédération nationale des mines et de l'énergie CGT  
Federation Sindicale GAZ-ROMANIA

Federación Sindical de Profesionales de la Salud de la República Argentina - FESPROSA  
FETRAM-SC/CUT  
Fivas - the Association for International Water Studies  
Fundación Manatí para el Fomento de la Ciudadanía A.C  
Gemeingut in BürgerInnenhand  
General Trade Union of Workers in the health services (Palestine)  
General Union for electricity in Jordan  
Global Peace and Development Organization (Liberia)  
Grupo Ecológico INEM-GREI  
IBON International  
Indian Ocean Region of Africa (DION)  
Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)  
Instituto Popular de Capacitación – IPC (Colombia)  
John Langmore, Professorial Fellow School of Social and Political Sciences, University of Melbourne  
Jubilee Debt Campaign  
Kenya Debt Relief Network (KENDREN)  
La Asamblea Veracruzana de Iniciativas y Defensa Ambiental  
Latindadd  
Lumiere Synergie pour le Developpement | LSD (Senegal)  
Maria Ebun Foundation  
National Union of Public and General Employees of Canada  
New Zealand Public Service Association Te Pūkenga Here Tikanga Mahi\*  
Ngo Committee on Financing for Development  
OBSERVATORIO CIUDADANO DE SERVICIOS PUBLICOS  
Oilfields Workers' Trade Union (OWTU)  
Palestinian Hydrology group for Water and Environmental Resources Development  
Polish Green Network  
PSI REGIONAL OFFICE LOME  
PSI-Japan council  
Public Service Alliance of Canada / Alliance de la Fonction publique du Canada  
Public Service International (PSI)  
Reniec  
Rural Area Development Programme, Nepal (RADP)  
Sanayee Development Organization – SDO (Afghanistan)  
Save Greek Water Initiative  
Service Employees International Union – Canada / Union internationale des employés de service – Canada  
Sindicato dos Enfermeiros do Estado de São Paulo (SEESP)  
Sindicato Nacional de Trabajadores Estatales "SINTRAESTATALES"  
Sindicato Único de Trabajadores del Gobierno de la Ciudad de México  
Sindicato Unitario Nacional de Trabajadores del Estado Colombiano - SUNET (CUT - ISP/PSI)  
Sindicato del acueducto y alcantarillado de Santiago( SITRACORAASAN)  
SITUN (Costa Rica)  
SNAPAP  
Social Watch  
Society for International Development (SID)  
Stunam

Syndicat Autonome des Travailleurs de la Sénégalaise des Eaux  
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec  
Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT)  
Syndicat National Eaux UGTT  
Syndicat National Justice UGTT  
The Association of Canadian Financial Officers  
The Platform for Public and Community Partnerships of The Americas –PAPC  
Transnational Institute (TNI)  
Unión de Empleados de la Justicia de la Nación - UEJN  
Union del Personal Civil de la Nación - UPCN  
UNISON  
Urgewald  
WEED - World Economy, Ecology & Development  
Women Beyond Survival  
Za Zemiata (Bulgaria)  
Zukunftskonvent